

Un carnet consignait en 2007 les millions libyens de Nicolas Sarkozy

PAR FABRICE ARFI ET KARL LASKE
ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 28 SEPTEMBRE 2016



L'ancien ministre du pétrole libyen Choukri Ghanem, retrouvé noyé dans le Danube en avril 2012, a laissé derrière lui un carnet de notes actuellement exploité par la justice. L'ancien dirigeant y a détaillé, le 29 avril 2007, une série de trois versements destinés à la campagne présidentielle de l'ancien chef de l'État.

C'est un petit carnet qui pourrait bien devenir le pire cauchemar de Nicolas Sarkozy. Le juge d'instruction parisien Serge Tournaire et les policiers de l'Office central de lutte contre la corruption (OCLCIFF) ont obtenu la communication des notes manuscrites d'un ancien dignitaire du régime Kadhafi qui détaillent une série de versements occultes au profit de l'ancien chef de l'État français, pour au moins 6,5 millions d'euros, au moment de l'élection présidentielle de 2007.

La justice enquête depuis trois ans sur des soupçons d'un financement libyen massif de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, alors président de l'UMP et ministre de l'intérieur. Ce que plusieurs dirigeants libyens, Mouammar Kadhafi en tête, avaient publiquement affirmé peu avant l'offensive militaire occidentale de 2011. Cette affaire vaut déjà une mise en examen pour « *blanchiment de fraude fiscale* », « *faux* » et « *usage de faux* » à son plus proche

collaborateur d'alors, Claude Guéant, mis en cause pour avoir reçu 500 000 euros d'un des gestionnaires des comptes *offshore* de l'État libyen.



Choukri Ghanem, en décembre 2007, alors ministre du pétrole du gouvernement libyen. © Reuters

Le carnet manuscrit appartenait à un dénommé Choukri Ghanem, ancien chef du gouvernement (2003-2006) et ministre du pétrole (2006-2011) de la Libye. Proche du fils de Mouammar Kadhafi, Saïf al-Islam, qu'il a pris sous son aile dès ses études à l'université, Choukri Ghanem était un personnage clé du régime, en charge de sa principale ressource, le pétrole (et ses secrets). Il fera partie en 2011 des hauts responsables du pays qui ont fait défection au colonel Kadhafi pendant **la guerre** déclenchée par la France.

À la date du 29 avril 2007, soit une semaine pile après le premier tour de l'élection présidentielle française, Ghanem rédige en arabe dans son carnet le compte-rendu d'une réunion qu'il a tenue avec un autre cacique du régime Khadhafi, Bachir Saleh, le très influent (et francophone) directeur de cabinet du "Guide" et patron de l'un des fonds souverains du pays, le Libyan Africa Portfolio (LAP). Est également présent Baghdadi Mahmoudi, premier ministre libyen alors en exercice. Au cours de cette réunion, Saleh dit avoir transféré 1,5 million d'euros à Nicolas Sarkozy, rapporte Ghanem.

D'autres noms de dignitaires du régime sont également évoqués, ainsi que des montants supplémentaires : 3 millions envoyés par Saïf al-Islam Kadhafi et 2 millions par **Abdallah Senoussi**, chef des services secrets intérieurs libyens et beau-frère de Kadhafi. Soit un total de 6,5 millions d'euros qui auraient été versés, selon les écrits de Choukri Ghanem, en pleine campagne électorale au clan Sarkozy. Le carnet mentionne en outre, selon les informations recueillies par Mediapart, une

impatience des destinataires quant à la réception physique des fonds. Sollicitée par Mediapart, la porte-parole de Nicolas Sarkozy n'a pas donné suite.

Choukri Ghanem n'est plus là pour témoigner aujourd'hui devant les juges. Son corps a été retrouvé sans vie le 29 avril 2012, flottant dans le Danube, à Vienne (Autriche), la ville de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), où il avait trouvé refuge après sa fuite de Libye. La police autrichienne, qui n'avait pas exclu la piste de l'assassinat dans un premier temps, a finalement conclu à une noyade accidentelle au petit matin consécutive à une crise cardiaque. Toutefois, de nombreuses zones d'ombres et incohérences continuent d'entourer cette disparition et plusieurs proches de la victime n'hésitent pas à évoquer en privé des **souçons persistants de meurtre**.



Les bords du Danube, à Vienne, là où le corps de Choukri Ghanem a été retrouvé le 29 avril 2012. © Reuters

La veille de la mort de Ghanem, Mediapart avait rendu public un **document officiel libyen**, daté de décembre 2006, évoquant l'accord de principe des autorités pour financer, à hauteur de 50 millions d'euros, la campagne électorale du président de l'UMP. Plusieurs personnages clés de l'ancienne dictature libyenne cités dans cette note se retrouvent dans le carnet secret de Ghanem, désormais entre les mains de la justice française.

Judiciairement, l'histoire de ce carnet est celle d'un long périple au travers de l'Europe. Il a été découvert chez le gendre de Ghanem lors d'une perquisition aux Pays-Bas, menée en marge d'investigations liées à un vaste scandale de corruption impliquant le géant norvégien de la chimie Yara. Ce dossier a donné lieu en 2015 au **plus important procès financier** que la Norvège ait connu de son histoire. Choukri Ghanem y a été présenté comme l'un des **acteurs de premier plan** du système de pots-de-vin mis au jour.

Selon les traces qu'il a laissées derrière lui, l'ancien premier ministre libyen était également le gardien de quelques secrets enfouis sur les compromissions de la France à Tripoli. C'est pourquoi, après être resté à la disposition de la justice norvégienne, le petit carnet de Ghanem a été transmis par la procureure Marianne Djupesland à la justice française. Une aubaine.

« Des fonds ont été transférés en Suisse »

Ce document, parce qu'il est daté de 2007, vient briser le principal argument sarkozyste dans l'affaire des financements libyens, selon lequel ce soupçon n'aurait été qu'une construction *a posteriori* du régime Kadhafi pour décrédibiliser la France, pays leader dans la guerre en Libye. Quand Ghanem couche ces lignes, c'est-à-dire quatre ans avant l'opération militaire, la France de Sarkozy et la Libye de Kadhafi entretenaient en réalité des rapports d'une telle proximité qu'un ambassadeur américain les qualifiera un jour de « *lune de miel* ».



Claude Guéant, Mouammar Kadhafi et Nicolas Sarkozy, en juillet 2007, à Tripoli, en Libye. © Reuters

À l'époque, c'est le marchand d'armes **Ziad Takieddine**, déjà mis en cause dans les financements illégaux de l'affaire Karachi et très proche de deux intimes de Sarkozy (Claude Guéant et Brice Hortefeux), qui avait opéré dans le plus grand secret le rapprochement entre Sarkozy et le dictateur.

La note libyenne révélée par Mediapart en 2012 – taxée de « *faux grossier* » par l'ancien président, mais désormais authentifiée par les **expertises techniques** ordonnées par la justice – ne portait que

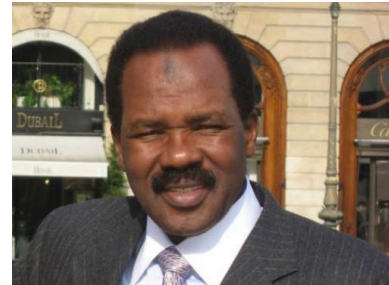
sur un accord de financement de la campagne de 2007. Le carnet Ghanem, pour la première fois, montre que des versements ont bien eu lieu, conformément au témoignage de l'ancien chef de cabinet de Saïf al-Islam, un certain Mohamed Ismail, qui avait décrit des **circuits bancaires** ayant notamment transité par le Liban, l'Allemagne et la Suisse.

Que ce soit dans la note de 2006 ou dans le carnet Ghanem, il est par ailleurs intéressant de constater qu'un même personnage apparaît au cœur des tractations secrètes. Il s'agit de Bachir Saleh, l'ancien directeur de cabinet de Kadhafi, qui s'est placé sous la protection du président Sarkozy pendant l'offensive militaire de 2011. Lors de la chute du régime, Bachir Saleh s'était en effet réfugié en France où il avait trouvé un soutien sans réserve du gouvernement malgré le mandat d'arrêt d'Interpol qui le visait.

Le 3 mai 2012, en pleine élection présidentielle et cinq jours après la publication par Mediapart de la note de 2006 (dont il était le destinataire), Saleh était **exfiltré en catastrophe** du pays avec le concours des services secrets français, du cabinet de Claude Guéant, alors ministre de l'intérieur, et d'un homme d'affaires introduit à l'Élysée, Alexandre Djouhri. Une scène à la John Le Carré, qui porte la marque des affaires d'État.

Récemment convoqué dans le cabinet du juge Tournaire, Bachir Saleh a fait faux bond au magistrat, comme l'a révélé **Le Monde**. Contacté par Mediapart en Afrique du Sud, où il s'est exilé depuis sa fuite de Paris, Bachir Saleh, manifestement gêné, a affirmé : « *Je ne suis pas concerné par l'affaire des financements de Sarkozy, je n'ai rien à voir avec cela.* » « *Les gens écrivent ce qu'ils veulent* », a-t-il ajouté, précisant au sujet de Choukri Ghanem qu'il s'agissait d'un

proche à qui il ne connaissait pas de « *problèmes de santé particuliers* » au moment de sa mystérieuse disparition.



Bachir Saleh, l'ancien directeur de cabinet de Kadhafi

Bachir Saleh se retrouve de fait dans une situation compliquée vis-à-vis de Nicolas Sarkozy, à qui il doit sa survie. Dans une note déclassifiée du 19 septembre 2011 de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), consacrée à son exfiltration de Libye avec l'aide des autorités françaises, l'ex-bras droit de Kadhafi semble entièrement dévoué à l'ancien président français. Son agent traitant de la DGSE écrit à son sujet : « *L'œil humide, la voix un peu cassée, il confie son émotion en remerciant à de nombreuses reprises le président français [...] et déclare avec un peu d'emphase qu'il n'oubliera jamais ce geste et qu'il restera fidèle à la France quoi qu'il advienne maintenant.* »

L'autre interlocuteur libyen cité dans le carnet Ghanem en avril 2007, Baghdadi Mahmoudi, était le chef du gouvernement à l'époque des faits. Présenté dans une note du 26 mai 2011 de la DGSE comme « *lucide et influent* » et « *très actif dans l'entourage de Choukri Ghanem* », Baghdadi Mahmoudi a confirmé à plusieurs reprises le financement occulte de Nicolas Sarkozy par le régime Kadhafi.

« *Oui, en tant que Premier ministre, j'ai moi-même supervisé le dossier du financement de la campagne de Sarkozy depuis Tripoli. Des fonds ont été transférés en Suisse et Nicolas Sarkozy était reconnaissant pour cette aide libyenne* », avait notamment **affirmé** l'intéressé, le 25 octobre 2011, devant la cour d'appel de Tunis, en Tunisie, où il avait dans un premier temps trouvé refuge après la guerre.

« *Baghdadi Mahmoudi a dit avoir remis à une délégation française envoyée par Sarkozy de l'argent, beaucoup d'argent, des millions d'euros en liasses de billets, a résumé l'un des avocats de l'ancien dirigeant, M^e Slim Ben Othman. Il a des documents comptables. On ne remet pas des millions d'euros sans aucune signature. Il garde en mémoire les prénoms de la délégation française.* »

Extradé depuis à Tripoli, Baghdadi Mahmoudi a été condamné à mort mais il n'en démord pas. À un journaliste de *Libération* qui avait pu le rencontrer en prison en août 2015, l'ancien premier ministre de la Libye maintenait que Nicolas Sarkozy avait profité de subsides du régime Kadhafi pour sa campagne de 2007. Le carnet du noyé, désormais, en témoigne.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.